



RADIO CLASSIQUE

L'INVITE DU MATIN – Le 26/11/2019 – 07:13:44

Invité : François VILLEROY de GALHAU, Gouverneur de la BANQUE DE FRANCE

DIMITRI PAVLENKO

Trois quarts des Français jugent leur niveau de connaissance moyen ou faible, en matière financière. Qu'est-ce que l'inflation, comment fonctionnent les taux d'intérêt, la différence entre une assurance-vie en fonds euros ou en unité de compte ? Pour beaucoup de gens, ce que je viens de vous dire, c'est du chinois, le gouvernement veut donc développer la culture économique et financière de tous les citoyens. Bonjour François VILLEROY de GALHAU.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Bonjour Dimitri PAVLENKO.

DIMITRI PAVLENKO

Gouverneur de la BANQUE DE France, c'est vous le chef d'orchestre de cette politique d'éducation financière. Alors, ce n'est pas son début, ça fait maintenant 3 ans qu'elle a démarré, mais on sent vraiment une accélération. Hier, le Comité stratégique d'éducation financière s'est réuni, dans les murs de Citéco, ce musée de l'économie qui a ouvert en début d'année dans le 17^e arrondissement, vous en faites partie évidemment. Pour commencer, qu'est-ce que ce Comité stratégique d'éducation financière, qui en est membre et que fait ce comité ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

L'éducation, financière, budgétaire, économique, ce que nous appelons « EDUCFI » est une de ces actions de fond, dans la durée, qui peuvent vraiment changer la France. **L'idée, c'est de fournir à tous les Français, non pas des solutions clés en main - ce sont les Français qui doivent faire leur choix - mais des clés pour bien comprendre les différents produits financiers, bien comprendre les grands débats économiques du moment, ou même mieux gérer leur budget.** Donc nous fournissons des clés à partir d'une action collective. Vous avez employé l'image du chef d'orchestre, c'est vrai que la BANQUE DE FRANCE est opérateur national de cette stratégie, mais hier, autour de la table, il y avait le ministre de l'Économie et des Finances Bruno LE MAIRE, le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel BLANQUER, et puis la secrétaire d'État à la solidarité, Christelle DUBOS, ainsi qu'une vingtaine d'associations. Tout ce monde-là n'est pas forcément habitué à travailler ensemble, mais nous organisons cette polyphonie pour toucher un maximum de Français, c'est le cas des publics jeunes avec l'Éducation nationale, des publics défavorisés avec les travailleurs sociaux. Si vous me permettez d'ajouter une chose, qui est je crois un beau symbole : ce comité s'est passé dans un lieu nouveau,

magnifique, la Cité de l'économie, ou Citéco, qui est le premier Musée de l'économie en Europe. Il a été rénové, financé et installé par la BANQUE DE FRANCE place du Général Catroux, métro Malesherbes à Paris, il est ouvert à tous les Français, et nous espérons y accueillir au moins 100.000 visiteurs l'an prochain.

DIMITRI PAVLENKO

Vous avez dressé la liste des cibles de cette politique d'éducation financière, les jeunes, les pauvres, les épargnants, il y a aussi les entreprises. Entrons un petit peu dans le détail.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Pardon, je réagis sur le mot « pauvres », il s'agit des Français qui peuvent se trouver en situation de fragilité financière, et heureusement ce n'est pas toujours une situation permanente, mais ceux-là nous les aidons à travers les intervenants sociaux : les agents de la BANQUE DE FRANCE et d'autres associations ont formé 50.000 intervenants sociaux sur 3 ans, entre 2018 et 2020. Autre grande nouveauté : ces points de conseils budget. Il y en aura 400 sur le territoire, en amont de notre mission de lutte contre le surendettement qui, elle, appartient à la BANQUE DE FRANCE. Une bonne nouvelle là-dessus, qui n'est pas très connue : le nombre de dossiers de surendettement que nous recevons à la BANQUE DE FRANCE a diminué de 40 % depuis 5 ans.

DIMITRI PAVLENKO

À quoi est due cette baisse justement ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

C'est d'abord dû à un certain nombre de lois (la loi Lagarde de 2010 pour encadrer le crédit renouvelable, la loi Hamon de 2013 pour favoriser des annulations partielles de dette), mais aussi à cette action de prévention, d'information, d'éducation financière et budgétaire. Encore une fois, il s'agit de donner aux Français les clés de leur choix, ensuite les décisions leur appartiennent. Pour vous citer un autre exemple sur l'épargne, nous allons développer avec l'Autorité des marchés financiers (AMF) une action d'information. On a parlé parfois de conseils hier, notre rôle n'est pas de donner des conseils ou des solutions clés en main. Nous sommes là pour donner de l'information. La BANQUE DE FRANCE est totalement indépendante des gouvernements, quels qu'ils soient, et des intérêts privés ou financiers quels qu'ils soient. La BANQUE DE FRANCE est là pour garantir le caractère neutre, objectif, ouvert de cette information. C'est vrai aussi sur l'information économique : quand vous allez à Citéco, qu'il y a des débats assez chauds sur telle ou telle question économique - comment lutter contre le chômage, comment soutenir la croissance... - nous présentons les différentes vues pour donner des clés de compréhension.

DIMITRI PAVLENKO

Une application va être développée pour les 17-25 ans, à la fois pratique et ludique, c'est vraiment une période importante en plus car c'est

l'âge où on commence à prendre le large par rapport à ses parents, on gagne en autonomie, beaucoup de choses se jouent à ce moment-là. Par ailleurs, en direction des entrepreneurs, vous avez lancé un portail « mesquestionsdentrepreneur.fr », et j'ai été assez saisi d'apprendre qu'il y a des entrepreneurs estimant ne pas avoir un niveau suffisant de culture économique et financière.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Bien sûr, et notamment les entrepreneurs isolés ou de plus petite taille, les micro-entrepreneurs, les TPE. Nous avons donc mis autour de la table, là encore, les diverses organisations patronales, le réseau des Chambres de commerce, des Chambres de métiers, les artisans, et puis nous avons organisé, c'est assez innovant, un Hackathon : on a fait venir un certain nombre d'entrepreneurs, ils nous ont dit quels sont leurs besoins. Il y a beaucoup d'accompagnement en France pour la création d'entreprise, mais il y en a un peu moins et pas assez pour la gestion ensuite, quand, après avoir créé son entreprise, l'entrepreneur se retrouve tout seul. Comment gère-t-il son besoin en fonds de roulement ? Comment appréhende-t-il tel ou tel moment difficile ? Nous avons des correspondants TPE dans chaque succursale de la BANQUE DE FRANCE, dans chaque département, 4000 contacts ont déjà été établis en 2019, et nous allons faire une deuxième version ouverte de ce portail « mesquestionsdentrepreneur.fr », utilisant l'intelligence artificielle.

DIMITRI PAVLENKO

Il y a un autre sujet important, c'est ce qu'on appelle les règles de Bâle 3. Cela fait des années que ces règles de solvabilité pour les établissements bancaires étaient négociées, l'accord a été conclu il y a maintenant presque 2 ans, tout doit être transposé dans l'Union européenne l'an prochain, et il se trouve que des lobbys bancaires, la Fédération bancaire française, vient de publier une étude d'impact qui dit : « ces règles de solvabilité vont avoir un effet négatif permanent sur le PIB européen, -0,4 % ». C'est quand même consistant, comprendre : « si on exige des banques d'avoir un matelas trop épais, eh bien elles n'arriveront plus à financer l'économie ».

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Je crois que ces chiffres sont extrêmement fragiles : heureusement cela n'aura pas cet effet négatif, mais je reviens un peu sur ce qui s'est passé dans la durée, depuis la grande crise financière de 2008-2009. Il y a eu, derrière, un effort international pour renforcer les règles de sécurité sur le système financier, dont on n'a pas beaucoup parlé. Cet accord, dit de Bâle 3, est intervenu au niveau technique il y a 2 ans pour finaliser ces règles. Cet accord vaut à l'échelle mondiale, il s'applique aux États-Unis, au Japon, en Europe, et il doit être transposé en Europe. Cet accord était le meilleur compromis possible, les Américains ont dû reconnaître ce qu'on appelle les modèles internes bancaires, qui sont utilisés en Europe et au Japon, et pas aux États-Unis. Et à l'inverse, les Européens et les Japonais ont dû

reconnaître que ces modèles internes bancaires soient un peu mieux encadrés pour être davantage comparables : là réside le compromis. Aujourd'hui, un certain nombre de voix s'élèvent, des deux côtés de l'Atlantique d'ailleurs, et souvent bancaires, pour dire « il ne faudrait pas transposer cet accord. » Prendre la responsabilité de ne pas transposer Bâle 3 serait très grave, parce que ça serait céder à la tentation de l'oubli, 10 ans après la crise financière. Et puis ça serait augmenter les risques d'instabilité financière, parce qu'on réduirait, à l'échelle mondiale, ces règles de sécurité renforcée. Alors, bien sûr, il faut que nous veillons, en Europe, à une transposition qui soit équitable, raisonnable, je suis le premier à le dire, mais il faut que nous transposions ces règles de sécurité internationales, et je ne crois pas du tout que cela ait un effet négatif sur la distribution du crédit et sur la croissance. Si vous prenez le crédit bancaire en France, aujourd'hui il croît entre 6 et 7 % par an, c'est beaucoup, c'est le signe d'ailleurs que les banques font leur travail. Mais les règles de sécurité n'empêchent pas du tout la croissance de l'économie, ça, ce qu'on nous raconte là-dessus, ce n'est pas très sérieux.

DIMITRI PAVLENKO

À propos de croissance, quand on regarde vos dernières prévisions pour la France, elle sera de 0,2 au quatrième trimestre, c'est quand même un ralentissement par rapport aux trois trimestres précédents. Il est vrai que c'est surtout le bâtiment et l'industrie, qui ralentissent. Mais sur l'année vous visez 1,3 %, certes c'est pas mal comparé à certains de nos voisins, les Allemands en tête, mais c'est quand même relativement faible. Alors, vous siégez au Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale européenne, qui dit en substance « on a déjà fait beaucoup pour soutenir l'économie, on est un petit peu à l'os. » En termes de politique budgétaire, dites-vous aujourd'hui au gouvernement qu'il faut faire quelque chose, alors qu'on sait les budgets extrêmement contraints et le niveau d'endettement très élevé ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

D'abord sur la croissance française, effectivement 1,3 % cette année, c'est la prévision indépendante de la BANQUE DE FRANCE...

DIMITRI PAVLENKO

L'INSEE 1,4 !

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Nous, nous disons 1,3 depuis plusieurs trimestres, la croissance résiste beaucoup mieux en France que dans le reste de l'Europe, ça c'est une bonne nouvelle, avec en particulier beaucoup de pouvoir d'achat, 2 % à peu près d'augmentation, en moyenne, et 1 million de créations supplémentaires d'emplois depuis 4 ans. Donc là, il y a une capacité assez nouvelle et bienvenue de la France à créer aujourd'hui des emplois, et qui est probablement un premier effet des réformes. Pour autant, effectivement la croissance européenne est au ralenti, principalement du fait de l'Allemagne et de l'Italie. La politique monétaire, avec les taux d'intérêt bas,

va rester en soutien, et c'est très favorable pour les ménages qui veulent acheter un logement immobilier ou pour les entrepreneurs qui veulent investir.

DIMITRI PAVLENKO

Moins pour les banques et les assureurs !

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Oui, mais la politique monétaire n'est pas faite que pour les banques et les assureurs. Bien sûr il faut que nous regardions comment les adapter à cet environnement de taux bas, cela fait partie de notre travail, et nous discutons avec eux. Au passage, raison de plus pour ne pas diminuer les règles de sécurité financière, c'était ce que nous disions à l'instant sur Bâle 3. Mais, la politique monétaire ne peut pas tout faire, et c'est ce que nous disons à l'unanimité du Conseil des gouverneurs, autour de Christine LAGARDE qui est la nouvelle présidente. C'est important que les pays qui ont des marges de manœuvre budgétaire (et ça n'est pas d'abord la France mais plutôt l'Allemagne ou encore les Pays-Bas et un certain nombre de pays d'Europe du Nord) les utilisent en priorité pour soutenir l'activité. Si vous prenez l'exemple de l'Allemagne, c'est à la fois le pays qui a le plus grand ralentissement et celui qui a le plus de réserve budgétaire. La réponse est assez évidente, il y a un débat politique allemand intérieur assez difficile, mais il faut pouvoir investir pour l'avenir, améliorer les infrastructures publiques, investir dans la transition écologique, la recherche, la digitalisation, etc. L'Europe a les moyens, on ne le souligne pas assez, elle a beaucoup plus de marge de manœuvre budgétaire que les États-Unis par exemple.